

**Contrat doctoral labellisé Université de Lille (Ecole Doctorale SHS) et projet
DémocIS (*Démocraties, citoyenneté et institutions face aux
transformations des espaces publics*) porté par l'Université de Lille**

Durée : 3 ans

Titre du projet déposé :

**« Désinformation et démocratie dans les territoires en transition :
conception d'un dispositif de convention citoyenne ».**

Descriptif du projet de thèse

Contexte de la thèse

Le projet de thèse « Désinformation et démocratie dans les territoires en transition : conception d'un dispositif de convention citoyenne » doit contribuer à l'élaboration et la mise en œuvre de la convention citoyenne du défi 3 « Agir contre la polarisation des sociétés et les désordres informationnels » du projet DémocIS (*Démocraties, citoyenneté et institutions face aux transformations des espaces publics*) porté par l'Université de Lille. Pilotée par le Gériico, la convention citoyenne du défi 3 est prévue à Lille à l'horizon 2030 et sera dédiée à l'exploration de la problématique de la désinformation numérique.

Il s'agit de considérer la convention citoyenne à la fois comme un dispositif de participation citoyenne et comme un objet d'étude à part entière. La thèse a donc vocation à contribuer, d'une part, à l'élaboration d'une problématique portant sur les phénomènes de désinformation numérique, dans le contexte particulier des territoires en transition et d'autre part, à la réflexion autour de l'implication des publics « subalternes » dans un dispositif de convention citoyenne qui ne peut être appréhendée uniquement comme une évidence démocratique.

En lien avec les chercheurs du Gériico et du Céraps, la première phase du travail de recherche sera consacrée à la mise en place d'un protocole d'enquête (observation ethnographique, entretiens, *focus groups*, ateliers...) permettant d'étudier la première convention citoyenne consacrée au thème de la démocratie et organisée en 2026 par le Céraps dans le cadre du défi 1 du projet DémocIS : « Répondre à la crise des institutions par l'innovation démocratique ».

Les résultats de cette enquête préliminaire seront exploités pour réaliser une recherche plus vaste, située en amont de la convention citoyenne du défi 3, afin d'y **impliquer des acteurs issus des sphères publiques subalternes (Fraser, 2001), des « citoyens ordinaires »** éloignés des institutions et des lieux de décision et **issus de territoires en transition du Nord et du Pas-de-Calais.**

Le contrat doctoral constitue donc une ressource essentielle pour permettre une appréhension interdisciplinaire de l'objet de la convention citoyenne, et de la relier à **une enquête de terrain plus vaste portant sur les pratiques informationnelles et les représentations que se font de la désinformation les habitants de plusieurs territoires en transition, isolés ou impactés par la fracture numérique et sociale et la désindustrialisation, comme dans le cas du Bassin minier du Nord-Pas-de-Calais et de certains des quartiers populaires de Roubaix et de Lille.**

Objectifs

Le travail de thèse a alors un **double objectif : analyser les représentations autour de la désinformation** à partir du discours des acteurs notamment dans le cadre de controverses et conflits relatifs aux questions des transitions (aménagement des territoires, environnement, pollution, santé et accès à l'emploi) ; **et utiliser ce matériau pour alimenter la réflexion autour des dispositifs info-communicationnels et de délibération à mettre en place lors de la convention du défi 3.**

L'hypothèse est que les « citoyens ordinaires » ont des savoirs et des compétences ainsi qu'une appréhension critique (Boltanski, 2009) du monde de l'information et des rapports de forces qui le traversent. Concentration propriétaire, routines productives, phénomènes de cadrage et de confinement médiatique de certains thèmes comme l'écologie et la pollution (Crespin et Ferron, 2016), « mal-traitance médiatique » de certains territoires et de leurs populations (Raoul, 2024), dépendance des médias d'une poignée de plateformes numériques ayant le contrôle monopolistique de la fonction d'info-médiation (Smyranios, 2017 ; Guignard et Le Caroff, 2020) : ce sont autant de facteurs qui jouent un rôle dans la formation des opinions et dans la participation à l'espace public local et national ou, au contraire, dans la défiance envers les institutions et l'action publique. Certains travaux montrent que les plateformes numériques contribuent à construire des espaces de polarisation où des informations non vérifiées et peu fiables peuvent circuler et être appropriées par des publics variés (Rebillard, 2017 ; Bouron et Froio, 2018 ; Mercier, 2025).

Comment ces publics s'informent-ils au sujet des transitions ? Comment se représentent-ils les enjeux qui y sont liés ? En quoi les fractures sociales, territoriales et numériques permettent-elles d'expliquer leur façon d'appréhender ces enjeux et, de là, leur rapport à l'information et à la désinformation ? Quels usages et besoins informationnels manifestent-ils ? Comment utilisent-ils les plateformes numériques dans l'exercice de leur citoyenneté (Sedda, 2013) ?

Ce projet de thèse propose donc d'explorer à la fois les représentations, les discours et les pratiques informationnelles des habitants des territoires en transition et d'en faire un prérequis pour pouvoir réfléchir aux contenus et au dispositif de la convention citoyenne sur la désinformation numérique.

Financements

- Projet DémoCIS (lauréat de l'AMI SHS France 2030)
- Thèse labellisée par l'Université de Lille

Encadrement de la thèse

- Fabien Wille (directeur, identifiant ORCID : 0000-0002-5435-3552) est Professeur en Sciences de l'Information et de la communication et directeur du laboratoire Gériico (ULR 4073) depuis février 2024. De par son parcours professionnel et scientifique, ses projets de recherche et ses enseignements portent sur la médiatisation et le journalisme sportif. Il a participé à différentes expertises, notamment pour le Conseil de l'Europe (Projet MARS : Medias against Racisme in Sport). Il a piloté différents projets de recherche (Institut des Sciences de la Communication du CNRS-MESHS-ANR) sur la responsabilité sociale du journalisme dans le traitement médiatique de la diversité (Projet RSJ-MéDis Numéro de décision : ANR-15-CE26-0006). Ses travaux mobilisent des corpus médiatiques conséquents qui prennent sens au moyen d'observations participantes (France-Télévisions). Il a coordonné le Dossier 62 de la Revue « Études de Communication ». Il a contribué au numéro Sport, Communication et politique. Les essentiels d'Hermès, CNRS Editions. Au-delà de la particularité de l'objet « sport », ses travaux issus de son HDR (2010) permettraient d'appréhender la convention citoyenne comme un espace d'analyse des usages médiatiques qui nécessitent une approche dynamique, interrogeant les formes de configuration de l'acte discursif comme le suggère Schaeffer, qui distingue le cadre communicationnel de sa réalisation. Il a encadré différentes thèses sur « communication et sport (François Borel 2014, Quentin Neveu 2016 - Patrick Kombo 2025). Aujourd'hui, il encadre 2 thèses au sein de l'école Gradué SHS sur les mutations des espaces publics et de la démocratie

(Responsabilité sociale - Education aux médias - usage des médias du numérique). En décembre 2025, il a présidé un jury de thèse en 71ème section, portant sur les usages des médias socio-numériques.

- Paola Sedda (co-encadrante - identifiant ORCID 0000-0003-2756-2380) est maîtresse de conférences en SIC à l'ULille et membre du laboratoire GERiiCO. En 2013, elle a soutenu une thèse qui explore les liens entre les pratiques informationnelles et la mobilisation sociale en Italie. Depuis, elle a participé à cinq projets financés d'envergure impliquant des collaborations

interdisciplinaires qui ont porté sur les campagnes électorales, l'évolution des pratiques militantes dans les organisations partisanes et les mouvements sociaux, les influenceurs et la politisation des questions de santé. Elle est actuellement engagée dans le défi 3 du Projet DémoCIS. En s'appuyant sur l'ethnographie et l'entretien, ses recherches récentes portent sur les questions liées aux mobilisations sociales contre les projets nuisibles ou les inégalités économiques et sociales. Elle a co-encadré deux thèses de doctorat en SIC portant sur le journalisme numérique et l'instrumentalisation des savoirs d'expérience en santé qui ont été soutenues en 2024 et 2025 et a participé à deux Comités de Suivi de Thèse en Sociologie et en SIC. Elle a dirigé 2 numéros de revue portant sur les influenceurs santé et les mouvements sociaux et a publié plus de 30 contributions scientifiques sur les phénomènes de reconfiguration des espaces publics numériques et des pratiques citoyennes et militantes.

- Gersende Blanchard (co-encadrante - identifiant ORCID : 0000-0002-4322-937X) est maîtresse de conférences en sciences de l'information et de la communication à l'ULille et membre du depuis 2008. Après une thèse soutenue en 2007 à l'Université Grenoble 3 et portant sur l'appropriation de l'Internet par les partis politiques français, elle a pu mettre à profit son expertise en matière d'étude des stratégies de communication politique en ligne et des acteurs qui les mettent en oeuvre, en tant que chercheuse associée au projet ANR/FRQSC franco-québécois « Enpolitique.com. Stratégies, contenus et perceptions des usages politiques du web en période électorale. Une autre partie de ses travaux portent sur les mutations de l'« espace public local, la problématique de la communication numérique et de son articulation avec la territorialité à partir d'une recherche menée sur la ville de Roubaix. Membre de l'équipe du projet BaMiTer, financé par l'IF2RT, elle s'intéresse aux représentations véhiculées dans le discours des journalistes de la presse quotidienne nationale à propos du Bassin minier du Nord-Pas-de-Calais pour y appréhender la manière dont ces discours produits participent à la construction d'un imaginaire territorial marqué par la transition. Elle a co-dirigé, avec le Pr. Raoul, la thèse en sciences de l'information et de la communication de Charly Otomo, portant sur les usages politiques des TIC au Gabon et au Cameroun, soutenue en novembre 2024. Depuis décembre 2024, elle co-dirige, avec le Pr. Raoul, la thèse de Juliette Chaussier intitulée « Le Bassin minier du Nord-Pas-de-Calais sous le prisme du discours institutionnel régional et intercommunal. Un territoire entre transition et vulnérabilité ».

Calendrier prévisionnel

13 mars 2026	publication de l'appel
20 avril 2026 à 20h	date limite pour la réception des candidatures
avril-mai 2026	convocation aux auditions de la direction de thèse
01 juin 2026	audition de l'école doctorale

Profil recherché et prérequis

Le ou la candidat.e doit **être titulaire d'un Master 2 dans les disciplines des Sciences sociales**, prioritairement en Sciences de l'information et de la communication. Les diplômé.es en Science politique, en Sociologie ou en Anthropologie dont les objets et les préoccupations de recherche résonnent avec le projet sont également encouragé.es à candidater.

Le ou la candidat.e doit avoir obtenu une mention Très Bien ou Bien en Master 2 en SHS à orientation recherche, avec une note minimale de 14/20 au mémoire de recherche de Master 2.

Si cette condition de diplôme ou de mention n'est pas remplie, une dérogation peut être accordée à titre exceptionnel par le chef d'établissement sur proposition du Conseil restreint de l'ED/EG, à condition qu'un dossier substantiel soit présenté.

Autres connaissances demandées

- Le ou la candidat.e doit pouvoir justifier d'une formation aux méthodes d'enquête qualitative en SHS (entretien semi-structuré, *focus group*, observation ethnographique...)
- La maîtrise des théories et des approches de l'espace public, des pratiques informationnelles et des usages politiques et militants des technologies numériques de l'information et de la communication constituerait un atout.

Modalités de soumission des candidatures

Le dossier à transmettre pour la phase d'examen des candidatures devra comprendre les documents suivants :

- CV
- lettre de motivation (permettant de présenter le profil et le parcours du candidat ou de la candidate et de mettre la focale sur sa cohérence par rapport au projet de thèse) ;
- attestation de diplôme de master ;
- relevé de notes du M1 et du M2 ;
- une note spécifique d'une à deux pages (grand maximum) par laquelle vous expliquerez en quoi votre mémoire de M2 vous permet de vous projeter sur le sujet de thèse et comment vous envisageriez, a priori, de procéder pour prendre en main le sujet
- le mémoire de recherche de M2 en format pdf.

Les candidatures doivent être envoyées au plus tard le 20 avril 2026 à 20h à Fabien Wille fabien.wille@univ-lille.fr ; Paola Sedda paola.sedda@univ-lille.fr et Gersende Blanchard gersende.blanchard@univ-lille.fr

Références bibliographiques

- Boltanski L. (2009), *De la critique. Précis de sociologie de l'émancipation*, Paris, Gallimard.
- Bouron S. et Froio C. (2018), « Entrer en politique par la bande médiatique ? Construction et circulation des cadrages médiatiques du Bloc identitaire et de Casapound Italia », *Questions de communication*, n° 33.
- Crespin, R. et Ferron, B. (2016), « Un scandale à la recherche de son public La construction médiatique du problème de la « pollution de l'air intérieur » en France (1995-2015), *Politiques de communication*, 7(2), 151-181. <https://doi.org/10.3917/pdc.007.0151>.
- Fraser N. Traduit de l'anglais par Valenta, M. (2001), « Repenser la sphère publique : une contribution à la critique de la démocratie telle qu'elle existe réellement. Extrait de Habermas and the Public Sphere, sous la direction de Craig Calhoun, Cambridge, MIT Press, 1992, p. 109-142, *Hermès, La Revue*, 31(3), 125-156. <https://doi.org/10.4267/2042/14548>.
- Guignard T. et Le Caroff C. (2020), « Gouvernementalité et plateformes numériques : l'influence de Facebook sur la participation et les médias d'actualité », *Études de communication*, 55 | 2020, 135-158.
- Haute T., Neihouser M. et von Nostitz F-Ch. (2022), « Diversité des ancrages locaux des électeurs et vote. Le cas de la métropole lilloise », *Pôle Sud*, 2022/1, n°56, p. 79-96.

- Mercier A. (2025), *Les mots de la désinformation et de la manipulation*, Presses Universitaires du Midi.
- Raoul B. (2024), « Roubaix en « Zone Interdite ». Un journal régional dans les rets de la mal-traitance médiatique d'une ville ». *Les Enjeux de l'information et de la communication*, 24/1A(S1), 59-75. <https://doi.org/10.3917/enic.hs14.0059>.
- Rebillard F (2017), « La rumeur du PizzaGate durant la présidentielle de 2016 aux États-Unis », *Réseaux*, N° 6060 14/12/2025 23:33:52 7/9 no 202-203 (3), p. 273-310, <https://doi.org/10.3917/res.202.0273>.
- Sedda P. (2013), « Pratiques info-communicationnelles et mobilisation sociale à l'ère d'Internet : le cas de l'Italie », thèse de doctorat, soutenue le 26 novembre 2013 à l'Université de Lille.
- Smyrnaiois N. (2017), *Les GAFAM contre l'Internet, Une économie politique du numérique*, INA Éditions, 71.